

Une voix: Sept et trois quarts!

M. Caouette: Sept et trois quarts. Tantôt, ce sera 8½ p. 100.

Comment un cultivateur peut-il penser payer 7, 8, 8½ ou 8½ p. 100 d'intérêt, quand cela ne représente même pas le profit qu'il réalise en exploitant sa terre?

• (1530)

Certains cultivateurs de la Saskatchewan, comme je le disais tantôt, ont encore leur production de blé d'il y a plus de quatre ans sur les bras,—oui, quatre ans,—et le gouvernement dit: Nous vendons du blé à la Chine, à la Russie et, vous, les cultivateurs, allez dehors vendre votre blé.

Monsieur l'Orateur, si, au lieu de faire des tournées dans le monde pour voir comment les choses se passent dans certains pays, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) ou le ministre responsable de la Commission canadienne du blé (M. Lang) cherchait réellement des clients, je suis assuré qu'il trouverait plusieurs pays qui ont besoin du blé canadien.

Il y a quelques semaines, j'étais au Cameroun, avec d'autres membres d'une délégation parlementaire canadienne, à la réunion interparlementaire de Yaoundé, et j'ai remarqué des petits Noirs passablement maigres qui auraient aimé avoir du blé canadien et qui seraient disposés à en acheter.

Dans d'autres pays, en Inde, par exemple, on a besoin de blé. Je suis convaincu que, si nous avions les mécanismes voulus, les ministres pourraient aller vendre nos excédents de blé, afin d'aider les cultivateurs qui sont aux prises avec des récoltes qu'ils ne peuvent vendre.

Monsieur l'Orateur, le bill C-5 autorise la Société à consentir des prêts supplémentaires. Si quelqu'un doit déjà \$15,000, \$25,000 ou \$30,000, on lui consentira un nouvel emprunt pour le caler davantage et l'on inclura dans ce nouvel emprunt la somme actuellement due. On a peut-être initialement emprunté à un taux de 4, 4½ ou 5 p. 100 et, selon la nouvelle loi, on pourra emprunter le même montant pour payer ce qu'on doit à un taux de 7, 7½, 8 ou 8½ p. 100.

Monsieur l'Orateur, les députés ou la population peuvent croire que ce projet de loi aidera le cultivateur. Il ne l'aidera pas, mais l'enlisera davantage. Cela me fait penser à une certaine compagnie de finance,—le gouvernement est l'agent des compagnies de finance—lorsqu'elle annonce à la radio ou à la télévision: Si vous devez à la compagnie Household Finance, à la Beneficial Finance, à la compagnie Niagara Finance, à la Western Finance, «ramassez» tous vos comptes et venez à la compagnie Avco Finance, qui vous consentira un prêt couvrant tout ce que vous devez, et vous n'aurez qu'un paiement à faire. Le gars se dépêche, «ramasse» toutes ses dettes—il en a pour \$2,000 ou \$3,000—et pour n'avoir qu'un seul paiement à faire, il s'en va à la nouvelle compagnie Avco Finance—celle qui fait de la publicité toutes les semaines à la télévision—contracter un emprunt afin de payer les autres compagnies. Une fois sorti du bureau de cette compagnie de finance, au lieu de devoir \$2,100, il en doit \$2,700. Il devra donc \$600 de plus, mais n'aura qu'à faire un paiement au lieu de quatre ou cinq. On lui dira: Mon vieux, nous t'avons sorti du trou. Mais, en réalité, on l'aura calé davantage, et c'est exactement ce qu'on fait avec les agriculteurs, en vertu du bill C-5. On les incite à s'endetter davantage pour les aider à pratiquer l'agriculture.

Monsieur l'Orateur, dans cinq ans ou dix ans, les agriculteurs, dans une très grande proportion, auront perdu leur terres. Certains agriculteurs prospères de l'Ouest—qu'il s'agisse de Gravelbourg, de Ponteix, de Humboldt ou de Prince-Albert, peu importe, j'y suis allé—possédaient leur terre et l'exploitaient. Aujourd'hui, après 15 ou 20 ans de travail dur, ces gens-là ne possèdent plus leur ferme. Ils ont peur qu'elle soit saisie à cause de l'intérêt en souffrance, et le gouvernement maintient ce système-là.

On est en train de tuer l'agriculture canadienne. Et je répète que l'agriculture demeure la pierre angulaire de toute la structure économique du Canada, même s'il y en a qui rient.

Si ce n'était des agriculteurs, certaines gens aux «chapeaux durs» et aux habits de cérémonie, dans des bureaux de Montréal, «sécheraient» en peu de temps. L'agriculture est nécessaire, mais on ne le comprend pas. On dit: L'agriculteur trime dur. Il se lève à 5 heures du matin pour traire ses vaches. Mais il y en a aussi qui se lèvent à 10 heures pour «traire» les cultivateurs, surtout les financiers.

Je vois sourire mes amis libéraux, qui comprennent très bien ce que je veux dire.

Une voix: Les gars de 10 heures!

M. Caouette: Les gars de 10 heures!

Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention d'en dire davantage sur ce bill C-5. Mais je veux qu'on connaisse l'opinion du groupe que je représente à la Chambre, savoir les créditeurs. Je suis convaincu que dans toutes les circonscriptions rurales du Canada, les agriculteurs s'attendent à des améliorations, plutôt qu'à des projets de loi qui, tout au plus, les enlisent davantage dans les dettes, à des taux d'intérêt toujours plus élevés.

Je suggère que le gouvernement présente une politique agricole globale stable, pour l'ensemble du Canada, plutôt qu'une politique susceptible de semer la zizanie entre les cultivateurs de l'Ouest et ceux de l'Est. Les cultivateurs de l'Ouest disent: Si nous n'en avons pas assez, c'est parce que le gouvernement donne trop dans l'Est. Et dans l'Est, on dit: Si nous n'en avons pas assez, c'est que le gouvernement donne trop dans l'Ouest. Pourtant, il y a suffisamment de ressources au Canada pour l'ensemble de la population.

Le problème canadien d'aujourd'hui n'en est pas un de production, mais bien de distribution des biens de consommation. Voilà le problème! Et tant que nous ne nous y attaquerons pas, il demeurera inchangé, même avec des budgets comme celui dont nous avons entendu l'exposé hier soir.

On accorde des subventions aux fabricants et on leur dit: Produisez davantage, et ce alors qu'on ne peut même pas écouler ce qu'on produit actuellement. On dit aux cultivateurs: Produisez davantage, achetez-vous des «combines», des camions nouveaux, des tracteurs, des machines agricoles et produisez. Mais, on ne peut même pas consommer ce qu'on produit justement parce que les consommateurs n'ont pas de pouvoir d'achat.

Monsieur l'Orateur, nous avons trop de blé dans l'Ouest, trop de lait au Québec, trop de maïs en Ontario, trop de mines, trop de produits forestiers en Colombie-Britannique, trop de poissons dans les provinces Maritimes, bref, trop de tout. A-t-on déjà entendu dire, pourtant, qu'un ver mourrait dans une pomme parce que la pomme était trop